



Universités & Territoires

n°170

09/07/2024

Sommaire

■ Pages 3 à 6 : REET : 2èmes Rencontres de l'expérience étudiante et des territoires
■ Pages 7 à 12 : Séminaire annuel des Observatoires territoriaux du logement étudiant ■ Pages 14/15 : Université technique de Braunschweig : un nouveau pavillon d'études ■ Page 16 : Le Réseau vie étudiante lance une enquête sur les métiers de la vie étudiante ■ Pages 17/18 : Transition écologique : les Crous en action ■ Pages 19/20 : Fondation SMERRA : un projet lauréat et 9 finalistes pour l'Agitateur ! ■ Pages 21/22 : Génération Charlie : une association mobilisée en direction des jeunes ■ Page 23 : LOGIFAC : 2 nouvelles résidences étudiantes à Villeneuve d'Ascq ■ Pages 24/25 : PlanetCampus est désormais en service à la Réunion ■ Pages 26/27 : Comment Nexity Studéa répond aux besoins des collectivités locales ? ■ Pages 28/29 : Social Demain : une révolution silencieuse ■ Pages 29/30 : Citation Directe : Le Faux Procès de «Social Demain»



éditorial

Tout reste à faire



Par Nicolas Delesque
Directeur de la rédaction

Le résultat des élections législatives, survenu après la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République, mérite d'être salué pour un aspect crucial : l'absence de majorité absolue pour le Rassemblement National. Désormais, tout reste à faire pour éviter que l'impossible n'arrive en 2027, et nous y contribuons à notre manière.

Les Rencontres de l'expérience étudiante et des territoires mettent en avant l'importance de l'ancrage local dans l'éducation, tandis que le séminaire annuel des Observatoires territoriaux du logement étudiant aborde des problématiques essentielles

pour les jeunes. À Braunschweig, un nouveau pavillon d'études témoigne de l'engagement pour une éducation moderne et accessible.

Le Réseau vie étudiante poursuit son enquête pour améliorer les métiers de la vie étudiante, tandis que les Crous intensifient leurs efforts pour une transition écologique indispensable. La Fondation SMERRA et son projet « l'Agitateur ! » illustrent l'innovation au service des jeunes. La mobilisation de Génération Charlie pour la jeunesse, les nouvelles résidences LOGIFAC à Villeneuve d'Ascq, et le lancement de PlanetCampus à la Réunion démontrent un dynamisme constant en faveur des étudiants. Enfin, Nexity Studéa continue de répondre aux besoins des collectivités locales, prouvant l'importance de l'adaptabilité et de l'innovation dans le secteur du logement étudiant.

Ainsi, la diversité des initiatives et des résultats souligne une société en mouvement, où chaque voix compte et où l'avenir se construit collectivement. ■



Universités & Territoires

→ s'abonner



Rendez-vous du Logement étudiant

9^{ÈME} ÉDITION DES RDVLE - 12 NOVEMBRE 2024
UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE-PSL

Crise du logement, et alors ?

Les résidences étudiantes ont démontré leur utilité pour aider les étudiants à réussir leur parcours universitaire. Elles pourraient encore mieux jouer leur rôle si elles étaient en nombre suffisant.

La crise du logement touche toute les formes de logement dans nos métropoles. Et si on considérait la production de résidences dédiées aux étudiants comme un levier pour détendre le reste du marché locatif et le rendre plus accessible à ceux qui s'installent !

La résidence étudiante, un investissement pour l'avenir !

Pré-programme du mardi 12 novembre 2024

13h30 - 14h : accueil autour d'un café et thé convivial

14h : Ouverture par l'Université Paris-Dauphine- PSL et l'équipe des organisateurs

14h30 - 15h30 : 3^{ème} édition du « Baromètre d'attractivité des résidences Aires » de Occurence, les résultats en exclusivité

15h30 - 16h : Remise des 6^{ème} prix des RDV du Logement étudiant

16h 17h : Le débat - Les Résidences étudiantes, un véritable habitat pour le bien être étudiant

17h- 17h30 : Clôture des 9^{ème} RDV du Logement Etudiant

webinaires

Et de janvier 2025 à juin 2025, suivez nos webinaires d'échanges et de valorisations du travail des exploitants et des acteurs de la vie étudiante.

Pour plus d'information :

www.rdvle.com ou contact@rdvle.com

Nicolas Delesque, Délégué Général :
06 78 39 13 49

MAJOR PARTENAIRES :

Dauphine | PSL
UNIVERSITÉ PARIS

PARTENAIRE MÉDIA :



Universités & Territoires



**GROUPE
RÉSIDE ÉTUDES**



3F Résidences
Groupe ActionLogement

PARTENAIRES :



Open Partners
DÉVELOPPEUR URBAIN



AVEC LE SOUTIEN DE :



Twenty Campus
sergic



EIFFAGE
IMMOBILIER

Espacil Habitat
Groupe ActionLogement

REET : 2^{èmes} Rencontres de **l'expérience** **étudiante et des territoires**

par François Perrin

Au cours de l'après-midi du 16 mai dernier, à l'Université de Strasbourg et dans le prolongement des réflexions amorcées lors du séminaire du réseau des collectivités locales pour l'ESRI (organisé par l'AVUF et les associations du bloc local), se tenait la deuxième édition des Rencontres Expérience étudiante & Territoires (REET) de l'Afev, sous le titre « Les étudiants engagés, accélérateurs de la transformation territoriale ? » Après une brève introduction, deux tables-rondes ont permis à toute une série d'acteurs de l'engagement étudiant d'aborder des sujets tels la lutte contre les inégalités éducatives, contre le décrochage citoyen ou la transformation des modes d'habiter.



CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

En introduction de ce temps animé par Sandrine Martin, Directrice de l'Enseignement supérieur et de la Jeunesse à l'Afev, c'est Guillaume Libsig, adjoint en charge de la vie associative, de la politique événementielle et de la politique jeunesse pour la Ville de Strasbourg et administrateur de l'ANACEJ, qui a pris la parole. Il a ainsi rappelé la « tradition universitaire très forte et très ancienne » de sa ville, avec « un campus complètement intégré à la ville » et une population étudiante représentant « 5 à 10% de la population totale. » Les

questions principales à ce sujet sont donc les suivantes : « Comment « faire ville » ensemble, avec cette population qui est souvent de passage, et comment faire au mieux pour répondre aux besoins et aux attentes des étudiants, tout en leur demandant également de participer un peu aux dynamiques locales. »

Sur cette base, il a constaté que localement, « le lien à l'Afev est très riche, avec une section locale très active, qui est complètement intégrée à l'ensemble de nos dialogues institution-

nels et sur le terrain » : multiplication des « implantations locales pour faire de plus en plus « d'aller vers », développement des Kaps et de « tout ce qui est en lien avec la promotion immobilière »... Prenant la parole après lui, Sandrine Martin a remercié les partenaires et indiqué pourquoi son association organisait des temps comme celui-ci : « Parce que pour nous, l'expérience étudiante constitue un moment très privilégié dans le parcours des étudiants, et parce que l'Afev est issue de la politique de la ville. Ainsi, pour nous, le lien entre le territoire et l'engagement des étudiants est essentiel. » D'où le souhait de « réunir un maximum de structures qui mobilisent les étudiants et ont un lien avec les territoires », et de donner l'occasion à tous « d'échanger au maximum, aussi bien dans la salle qu'avec les gens qui nous suivent en visio. »

Engagement,
égalité et citoyenneté

S'est alors enclenchée la première table-ronde, intitulée « Lutter contre les inégalités éducatives et le décrochage citoyen en développant l'engagement étudiant », qui réunissait Guillaume Libsig, la vice-Présidente « Vie



universitaire» de l'Université de Strasbourg (UNISTRA) Angéline Okombi, le Responsable «Plaidoyer et communication» d'Animafac Corentin Larmoire Roussel et Fanny Sarron, Déléguée territoriale de l'Afev Strasbourg. Cette dernière est revenue brièvement sur l'histoire et le développement de son association à Strasbourg, « où elle est implantée depuis 2016 », et sur les spécificités de ce territoire. A retenir en particulier, le fait que « l'arrivée de l'Afev à Strasbourg s'est faite sur une volonté double de l'Université et de la ville, qui avaient une envie commune que leurs étudiants s'engagent » et que « parfois, les dispositifs étatiques particuliers mis en place sur les QPV ne suffisent pas ; il faut réussir à faire un pas de côté. Or c'est ce que va proposer un étudiant engagé et bénévole. »

Elle a ensuite insisté, à ce titre, sur le double intérêt de valoriser aussi bien la dimension bénévole de l'action que la relation entre pairs, avant de déclarer : « Si on a dix étudiants qui interviennent sur un quartier de 20 000 habitants, ce n'est pas la même chose que si on en a 100, 200, 300, 600... Les bénévoles sont des gouttes d'eau qui forment l'océan, puis ce sont nos techniques de mise en place qui permettent ensuite de faire de la transformation. » Angéline Okombi, de son

côté, a rappelé à quel point la notion d'engagement était vaste : « On peut être bénévole d'une association, on peut être réserviste ; il peut y avoir un engagement citoyen, un engagement plus académique. L'engagement est un terme très vaste, qui englobe beaucoup de choses. » Elle a alors brossé le portrait de la myriade d'associations actives sur son université, œuvrant en particulier à la « connexion étudiante », et a présenté le projet Noria, « spécifique à l'Université de Strasbourg », qui constitue, via la visite d'ambassadeurs étudiants dans des lycées, « une nouvelle approche de l'orientation post-bac, en permettant de ne pas penser qu'aux étudiants actuels, mais aussi aux étudiants futurs. »

Sur le sujet particulier de l'innovation sociale, Angéline Okombi a enfin insisté sur le fait que « l'étudiant engagé, non seulement arrive à agir pour les étudiants et pour la jeunesse, mais arrive également, par les idées nouvelles qu'il peut apporter, à agir pour nos établissements, pour les différents acteurs publics. » Ce qui lui permet, « par toutes ses actions, qu'elles soient sociales, académiques, d'accompagnement, de soutien, de toucher concrètement toute la communauté. » Sandrine Martin a alors donné la parole à Corentin Larmoire Roussel, « pour Animafac, autour de la question du service

civique étudiant et d'une formidable opportunité qui n'est pas assez saisie : la césure. » Pour lui, il est évident que « cette possibilité de s'engager, sur une période personnelle, avec une indemnité, peut constituer une première étape efficace » dans un parcours d'engagement à plus long terme, et permet « à de nombreux étudiants de voir le monde un peu différemment. »

En effet, le service civique leur offre « la possibilité de rencontrer d'autres personnes, d'expérimenter un peu le monde extérieur et de se sensibiliser avec une réalité différente de celle qu'ils connaissent sur les bancs de la fac. » Ainsi, « depuis bientôt quinze ans, on se rend compte que les personnes qui en ont fait l'expérience sont beaucoup plus engagées dans la démocratie - aussi bien locale que nationale ou européenne -, et s'intéressent beaucoup plus fortement que les autres à la vie politique. » Par ailleurs, la césure est désormais bien plus valorisée qu'autrefois, y compris par les entreprises, comme « une opportunité de découvrir autre chose. » Dernier intervenant de cette table-ronde, enfin, Guillaume Libsig a livré sa vision d' élu local sur « ce que peuvent représenter les étudiants engagés sur le territoire »,



et sur la façon « dont la collectivité et les élus valorisent cet aspect-là. » Il a alors rappelé que même si sa ville générerait beaucoup de tourisme, « 26% de sa population vit sous le seuil de pauvreté – soit le même niveau d'inégalités qu'une ville comme Marseille. »

Ce fait, la collectivité « a choisi de le mettre de plus en plus en lumière, afin de pouvoir y répondre. » D'où l'importance de renforcer sans cesse « le dialogue avec les associations étudiantes » et « de créer de la coopération, de la coordination » pour éviter, dans un objectif commun de lutte contre la précarité (y compris étudiante), de laisser perdurer « des situations de confrontation, de compétition entre acteurs associatifs. » A ce titre, « un lien concret est désormais porté par le service ESRI », avec en sus « un dispositif historique qui s'appelle Strasbourg aime ses étudiants, créé il y a quelques années », qui se présente aujourd'hui comme « une plateforme de coopération et de coordination. » À la suite de ces prises de parole, les échanges avec la salle ont été très nourris, sur l'ensemble des thématiques abordées par ces premiers intervenants.

Présence étudiante et transformation urbaine

Dans un deuxième temps, pour la seconde table-ronde animée par



Jérôme Sturla, Directeur du développement urbain à l'Afev, il a plutôt été question de l'idée de « transformer les modes d'habiter en développant l'engagement étudiant » - soit d'interroger « les impacts urbains de la présence d'étudiants sur un territoire. » Sur ce thème étaient présents Thévy Lok, Coordinatrice/facilitatrice du tiers-lieu messin de l'Afev - la Dragonne -, Maxime Larroumets, animateur de réseau Ile-de-France du Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire (RESES) et Yoann Sportouch, fondateur et Directeur de l'agence LDV Studio Urbain et rédacteur en chef de *Lumières de la Ville*. Et c'est Thévy Lok qui a ouvert la discussion (avec un peu plus tard une intervention de Virginie Hugault, Déléguée régionale Grand-Est de l'Afev) en braquant les projecteurs sur le quartier prioritaire de La Patrotte, au nord de

Metz, où est implantée *La Dragonne*. Un quartier prioritaire « un peu isolé, et qui connaît d'importantes difficultés », avec en outre une particularité : « Il concentre beaucoup de foyers d'hébergements d'urgence et d'habitats intercalaires pour personnes soit en demande d'asile soit réfugiées. » L'Afev s'y est donc implantée en 2012, d'abord via le mentorat, des Kaps, puis des volontaires « qui interviennent dans une école maternelle où 75% des enfants viennent de foyers d'hébergement et 86% sont allophones. »

En 2019, elle y a même ouvert *La Dragonne*, un « très grand local situé au pied des tours d'immeubles et juste à côté des écoles où l'on intervient », qu'elle a décidé d'ouvrir pleinement au public : événements, ateliers, activités... Ainsi, aujourd'hui, « l'Afev est vraiment devenue une actrice du quartier », à part entière, organisée autour « d'un lieu de ralliement, d'un lieu de mixité sociale où se rencontrent les enfants, les étudiants et les familles. » D'autant qu'alors que 70% des adultes de la Patrotte n'ont pas le bac, pour eux, « pouvoir disposer, à proximité immédiate et au quotidien, d'un lieu occupé par trente étudiants crée clairement une ouverture des possibles. » À la suite de cette intervention particulièrement enthousiaste, Maxime Larroumets est quant à lui revenu sur les actions très concrètes de son réseau de plus de 200 associations étudiantes, tournées vers « les projets écologiques et humanitaires » - avec, en sus, le dé-



sir de parvenir au chiffre de « 100% de campus durables et engagés. »

Pour ce faire, le RESES poursuit trois missions principales : « Essayer de mettre en réseau les associations membres (...), outiller les étudiants [notamment via des formations disponibles gratuitement] (...) et lancer beaucoup de plaidoyers, faire du lobbying pour tenter de faire bouger les lignes, changer les lois. » Parmi d'autres actions, il a en outre évoqué l'organisation des « semaines étudiantes de l'écologie et de la solidarité » (avec une remise de trophées et un accompagnement y compris financier) et même du « printemps de la transition écologique » de l'Université Paris-Cité, dont l'objectif est avant tout « de multiplier des actions inscrites dans le temps, pérennisées. » Dernier intervenant, enfin : Yoann Sportouch, qui était venu avec deux casquettes. D'abord, celle de rédacteur en chef « d'un support numérique qui est ressource sur la question de la Ville » (Lumières de la Ville), puis celle de Directeur « d'une agence qui intervient sur les questions d'aménagement urbain » (LDV Studio Urbain).

Plus précisément, il a présenté cette dernière structure comme une « agence de prospective urbaine spécialisée sur la programmation de l'usage », qui travaille « à la fois avec les collectivités, les opérateurs, les bailleurs sociaux et les aménageurs. » Il a par ailleurs déclaré que « s'il y a aujourd'hui quelque chose que je regrette, c'est que dès lors qu'un nouveau projet urbain se développe, l'ensemble des jeunes (étudiants compris) y est assez peu associé. Et ça, c'est terrible. » Illustrant sa réflexion d'exemples concrets (par exemple le campus d'HEC à Jouy-en-Josas ou le site de Paris-Saclay), il a milité en faveur de « l'urbanisme des besoins, de l'urbanisme du care – une forme d'urbanisme totalement d'actualité, où il s'agit de répondre aux besoins d'aujourd'hui. » Un concept particulièrement parlant aussi quand il est question d'un public étudiant, soit aujourd'hui « un public vulnérable, qu'il faut accompagner tant sur la question financière que sur celle de l'isolement, du manque de liens... »

Pour lui, « jusqu'à présent, on a beaucoup réfléchi à la manière dont on

peut générer de la créativité dans les villes grâce aux étudiants. Demain, il faudra que l'on réfléchisse en plus à la meilleure manière de répondre réellement aux besoins des étudiants. » Ce qui n'est pas, à ses yeux, suffisamment pris en compte actuellement. Ces propos ont ensuite donné lieu à une nouvelle séance de questions/réponses particulièrement riche, jusqu'à la clôture des travaux. ■


www.afev.org


Séminaire annuel des **Observatoires** **territoriaux du logement étudiant**

Les 5 et 6 juin, dans les locaux de l'[Ecole nationale supérieure maritime](#) (ENSM) au Havre, se tenait le huitième séminaire annuel des Observatoires territoriaux du logement étudiant (OTLE), organisé par l'[AVUF](#) et la [Fédération nationale des agences d'urbanisme](#) (FNAU), avec l'Agence d'urbanisme [Le Havre Estuaire de la Seine](#) (AURH) et [Le Havre Seine Métropole](#).



Première journée : **Mercredi 5 juin**

Ces travaux ont débuté par une visite du site de l'ENSM, qui les accueillait, puis un mot d'accueil de François Lambert, son Directeur. Au cours de ce dernier fut affirmé le fait que pour cette école « *formant les officiers de la marine marchande française* » (1 276 élèves sur 4 sites : Le Havre, Marseille, Nantes et Saint-Malo) et ne disposant

plus depuis 2010 d'un internat, « *la question du logement étudiant est une question primordiale* » - notamment en période de « *recrutement des élèves* », où il s'agit « *probablement de l'une des premières questions qui reviennent lorsque l'on discute avec les étudiants ou leurs parents.* »

A ce titre, l'école « *a la chance de pouvoir disposer de l'aide de l'association AHLOET* » [CF UT 160], qui « *facilite les démarches des étudiants qui arrivent à l'ENSM* » grâce à une coopération entre la collectivité et les acteurs de

l'enseignement supérieur, en faveur du logement décent des étudiants. Pour conclure, il a été indiqué que « *vous êtes certes dans un bâtiment extrêmement moderne, qui a été construit en 2015, mais vous êtes aussi et surtout dans la deuxième plus vieille école de France* » (l'ENSM étant « *l'héritière directe des écoles d'hydrographie créées en France en 1571.* »)

Le Havre : une ville transformée



Après ces quelques mots, c'est Florent Saint-Martin, vice-Président de la *Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole*, en charge de l'habitat, de l'urbanisme, du foncier, de l'enseignement supérieur et de la politique de la ville, qui a pris la parole pour introduire ces deux journées d'échanges et de réflexions communes. Se lançant sans attendre dans une présentation passionnée de sa ville, l'élu a insisté sur le fait que « *ceux parmi vous qui n'étaient pas venus au Havre depuis plus de dix ans ont dû découvrir une nouvelle ville.* » Selon lui, « *Le Havre ne laisse pas complètement indifférent : soit vous l'adorez, soit vous la détestez.* » Décrivant alors la ville basse (la plus connue, composée d'un centre ancien et de « *toute la ville reconstruite après la guerre, par un seul cabinet d'architectes, celui d'Auguste Perret - avec*

8^{ème} Séminaire annuel des Observatoires territoriaux du logement

donc une grande cohérence architecturale ») comme la ville haute (où vit la majorité de la population), il a refait l'historique d'une ville « détruite à 85% » par des bombardements qui ont provoqué « un traumatisme parmi les Havrais. »

Au début des années 1990, l'ancien maire Antoine Rufenacht « avait fait un pari : considérer que cette architecture pouvait constituer une part non

négligeable de l'identité havraise, non seulement parce qu'elle était un stigmate de la guerre, mais aussi parce que la singularité, l'exceptionnalité du site était telle qu'il fallait en faire un atout plutôt qu'un poids. » Dix ans plus tard, en 2005, cette architecture du centre-ville a été inscrite au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, ce qui a provoqué, « dans l'ordre, une reconquête du cœur de ses propres habitants, puis du cœur de la région,

des régionaux, puis des Français – et aujourd'hui, nous sommes devenus une ville touristique. » Mais « ce qui vous intéresse davantage, c'est que notre ville est également devenue une ville universitaire », désormais animée par « un objectif, avec l'arrivée de nouvelles formations : 15 000 étudiants dans les 3 ou 4 ans. ». En tout cas, « ces deux nouveaux secteurs d'activité résultent d'une stratégie très établie, et assez cohérente depuis quinze ans. »

Les ambitions d'un campus maritime et portuaire

S'intéressant alors plus particulièrement au campus universitaire, Florent Saint-Martin a braqué les projecteurs sur « une singularité, celle de faire un campus de centre-ville », pour « une université très jeune, née en 1984. » A partir de la fin des années 1990 en effet, « le parti-pris a été de dire : comme nous avons une université en cœur de ville, à deux pas de la gare, nous inciterons chacune des implantations, chacune des écoles à s'installer autour de ce cœur universitaire. » Ceci « afin de faire en sorte que les établissements bénéficient d'une certaine émulation, se parlent entre eux » - « un pari aujourd'hui réussi », selon lui. A terme, d'ailleurs, « en 2029, 85/90% des étudiants havrais devraient être situés dans ce centre-ville. » Développant alors les évolutions récentes, notamment en termes de nouvelles formations et de services aux étudiants (y compris pour le logement via AHLOET), il a conclu son propos en indiquant que sur toutes ces questions, « la communauté urbaine reste à la place qui doit être la sienne – l'organisation du campus –, mais la vie étudiante, les besoins qui sont exprimés doivent l'être par les établissements. »

Il a donc laissé le micro à Pedro Lages Dos Santos, Président de l'[Université Le Havre-Normandie](#), qui est revenu sur l'histoire longue de son établisse-



ment puis a souligné le fait que « cette année, où nous fêtons les 40 ans de l'Université, constitue une période charnière, où l'idée est de renouveler ce projet tout en s'appuyant sur les fondamentaux qui ont permis la création de l'ULHN : ancrage territorial, pluridisciplinarité, réponse aux besoins locaux de la population et du monde socio-économique. » Sur la pluridisciplinarité par exemple, « nous faisons en sorte d'être mieux identifiés sur un certain nombre de thématiques qui concernent le territoire, nos partenaires, la société au sens large » (notamment via le renforcement d'une « identité maritime et portuaire », une réflexion sur « la ville de demain » ou sur « la transition risques et aléas »). Ceci, en visant également à « passer de la pluri- à l'interdisciplinarité en matière de recherche », par l'intermédiaire d'un « hub » permettant aux établissements et partenaires « d'arrêter d'être en concurrence stérile, voire contre-productive, pour se positionner en complémentarité et en synergie », et d'un « campus polytechnique des territoires maritimes et portuaires » très prochainement inauguré par la Ministre.

Deux interventions ministérielles

Après une « promenade commentée » dudit campus, cette première demi-journée s'est achevée sur les interventions d'Anne Grangé, adjointe au sous-Directeur « Réussite et vie étudiante » de la [Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle](#) (DGESIP) / Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et Yves Rauch, chef de projet pour le logement des étudiants et des jeunes actifs à la [Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages](#) (DHUP) / Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. La première a tenu avant toute chose à « resituer qui étaient les étudiants, de qui l'on parlait et quelles étaient ses caractéristiques – notamment par rapport à la problématique du logement. »

Ils sont un peu moins de 3 millions, « avec une légère baisse de l'effectif depuis la rentrée 2023. » Ils sont également « plus jeunes que la moyenne européenne » et suivent en général « des études plus condensées qu'aïl leurs, avec moins de ruptures, moins de césures. » Les concernant, trois phénomènes jouent à plein sur la problématique du logement : « un phénomène de démocratisation énorme » depuis 15/20 ans, une « dynamique d'autonomisation progressive vis-à-vis de la cellule familiale » (constitutive de cette étape spécifique de la vie) et « une mobilité importante, souvent sur des délais extrêmement courts. » D'autant que cette population est « par définition vulnérable financièrement », avec en sus « un système de bourses dit « familiarisé » » et l'impossibilité – logique – de « travailler à temps plein » parallèlement aux études ; et dispose d'une « santé mentale plus fragile que celle du reste de la population » (un état de fait qui s'est largement accéléré depuis la crise sanitaire).

Dans ces conditions, pour Anne Grangé, « le gros sujet par rapport à la question du logement étudiant, c'est la question de la précarité », marquée en plus par « un basculement entre cohabitants et décohabitants. » Aujourd'hui, « le budget étudiant moyen est en dessous du seuil de pauvreté ; c'est un fait », et ce alors même que « le logement pèse en moyenne 528 euros mensuels (loyers + frais de logement) » – soit « pratiquement la moitié de ce budget. » Elle a alors braqué les pro-

jecteurs sur le [Comité interministériel de la transformation publique](#) (CITP), qui « identifie les grands moments de vie des Français pour lesquels il y a besoin de simplification ou d'accompagnement important. » Sans surprise, la période étudiante constitue l'un de ces grands moments, qui nécessite une attention particulière. Dans le cadre de l'action interministérielle, « une feuille de route a été publiée fin 2023, structurée sur deux axes : l'accès à l'offre et recours aux dispositifs existants ; et le développement de l'offre de logements. » Sur ce sujet, elle a affirmé que « les OTLE constituent vraiment un cadre d'échanges particulièrement pertinents, qui trouve toute sa place. »

De son côté, Yves Rauch tenait, à grands renforts de très nombreux exemples concrets (et de supports transmis à tous les participants), à passer plusieurs messages. Parmi ceux-ci, en premier lieu, le fait qu'il encourage l'audience « à regarder globalement le sujet des jeunes et des étudiants. » Pour lui en effet, il est important que « la richesse capitale qu'ont constituée les OTLE à propos des étudiants s'élargisse progressivement, plus globalement, aux jeunes », dans la mesure où « nous sommes sur un sujet très proche quand on l'aborde sous l'angle du logement. » Sur les territoires tendus en particulier, « la recherche de petits logements immédiatement disponibles pour de courtes durées, à destination



de jeunes n'ayant pas des ressources formidables, nécessite des réponses dédiées, à caractère social. » Deuxième message, illustré là encore par beaucoup d'exemples : « La réponse est chez vous, sur les territoires, plutôt qu'au seul niveau national », d'où la « pertinence de l'échelle partenariale » des OTLE. Seule condition nécessaire pour atteindre les objectifs : « Ne perdre personne autour de la table »...

Deuxième journée : Jeudi 6 juin

Le point de vue l'agence d'urbanisme locale

Au lendemain de ces premiers échanges, la journée de travail du jeudi 6 juin a été introduite par le Directeur de l'AURH, Max Yvetot, qui est revenu, photos aériennes à l'appui, sur le campus installé dans le « cœur métropolitain » du Havre, que les participants avaient eu l'occasion de visiter la veille. Ce dernier est né de deux axes du développement urbain : d'une part, « dans les années

90, la taille des bateaux ne cessant d'augmenter, le port historique ne répondait plus aux exigences de ce commerce maritime. » Conséquence : une « immense infrastructure est construite » au sud de la ville, « ce qui fait que le port et la ville se dissocient », et qu'une « friche apparaîtrait en centre-ville. » D'autre part, le concours du Grand Paris, organisé par Nicolas Sarkozy en 2008/2009, fait apparaître la perspective de « relier de manière plus évidente Paris, Rouen et Le Havre », notamment via une ligne grande vitesse.

Il ressort de toutes ces décisions l'idée de développer « un quartier digne d'une gare de grande vitesse », dont le campus universitaire serait « l'élément central. » Ainsi, aujourd'hui, « nous pouvons mesurer tout ce qui, en 20 ans, a permis d'occuper ces différentes friches, en leur donnant une véritable vocation tertiaire », à la fois en termes de réseau de transports, d'établissements universitaires, de bureaux, d'équipements culturels... avec, en outre, de nombreuses perspectives de développement pour les années à venir (notamment en termes d'espaces publics et d'équipements sportifs.) Pour Max Yvetot, « il est désormais plus

facile de s'attaquer à ces chantiers, maintenant que l'on a fait l'essentiel, et que les établissements sont déjà là. »

A la suite de cette introduction et des ateliers de travail qui ont suivis, était organisée une séance plénière concluant les travaux, organisée autour de deux tables-rondes, puis d'une conclusion générale.

Première table-ronde : Appréhender la progression de l'offre privée de résidences étudiantes

Après une présentation générale de l'offre de logement en résidences services par Pascale Bonneton, créatrice du cabinet [id territoires](#), la Directrice «Habitat et politique de la ville» d'[Amiens Métropole](#) Valérie Lambert a expliqué que l'arrivée des opérateurs de résidences privées a permis de couvrir les besoins que la division des maisons amiénoises (pas désirée, regrettable) ne couvrait pas, apportant en outre des services répondant bien aux étudiants les plus jeunes : « Et puis la machine s'est emballée, avec un excès de nouveaux programmes, et on est arrivé à un point où il fallait qu'on arrête. » Les résidences les plus éloignées se vident de plus en plus vite, et restent vides de longues semaines dans certains quartiers. La décision a été d'interdire dans le PLU des résidences services pour étudiants. Mais Valérie Lambert a ajouté qu'un nouveau développement sera étudié, en fonction de l'évolution d'offre d'établissements d'enseignement avec des besoins explicites.

A ce sujet Catherine Corraux, «Partnership manager» chez [Twenty Campus](#), a reconnu qu'il y a moins de demande sur les quartiers universitaires avec un public au budget plus serré, mais plus sur les secteurs accueillant de grandes écoles, surtout dans



grandes métropoles. Elle a précisé que des études démographiques et de concurrence sont toujours réalisées avant de s'engager sur un projet. Philippe Campinchi, Délégué général de l'[AIRES](#) a admis que certains promoteurs proposent « *tout et n'importe quoi n'importe où* », mais précisé que les exploitants refusent beaucoup de projets. Les gestionnaires qui acceptent de venir le font sur la base d'études sérieuses et prennent des engagements durables ; il a donc recommandé de distinguer les projets en fonction de l'engagement des exploitants, et souligné un autre problème : des collectivités imposant des charges foncières très élevées qui rendent les montages complexes et aboutissent à des loyers de sortie excessifs. Par ailleurs, les gestionnaires de résidences subissent les emplois du temps universitaires qui génèrent de longues périodes de vacance locative, contraignant aussi à élever les loyers pour équilibrer l'exploitation.

Gilles Dreuslin, chargé de mission «Logement» pour les publics spécifiques à [Rennes Métropole](#), a estimé qu'il y a bien un public pour les résidences privées, même si c'est parfois faute de place ailleurs. Le risque de copropriétés dégradées a été évoqué par Valérie Lambert et Gilles Dreslin, qui avouent préférer les investisseurs uniques ; car les copropriétaires ayant réalisé un placement financier n'ont pas intérêt à voter pour des travaux coûteux. A cela, Philippe Campinchi a répondu que les cas de dégradation sont très rares, et invité à ce qu'ils lui soient signalés. Il a ajouté qu'il y a des endroits, comme Limoges, où aucune résidence ne serait sortie si les investisseurs particuliers ne s'étaient pas manifestés. Il a conclu en indiquant qu'il n'y a pas de bon modèle unique et que la clef réside dans le dialogue entre collectivités et exploitants. La discussion s'est ensuite orientée sur le développement de l'alternance, qui est un « *casse-tête pour les exploitants*. » Quelques-uns d'entre eux, comme *Twenty Campus*, arrivent à proposer des offres d'occupation une semaine par mois, mais cette quasi-

gestion hôtelière ne rentre pas dans les modèles économiques.

Un autre point d'interrogation souligné par Pascale Bonneton est le fléchissement des effectifs annoncé dans quelques années, alors que les résidences seront toujours là. Face à une possible surcapacité, les intervenants se sont interrogés sur la réversibilité de cette offre, craignant que la structure de ces résidences ne permette pas

facilement leur transformation pour l'accueil de seniors. Avant de parler de « *sur-offre* », Catherine Coraux a pointé, partout, l'installation de nouvelles écoles dont l'attractivité dépend de l'offre de logement. Sur ce point, Gilles Dreslin a estimé qu'il faut lier les deux sujets.





Deuxième table-ronde : Logement et vie de campus – une évidence à démontrer ?

Nicolas Delesque, Délégué général des [RDVLE](#) a introduit ce temps en envisageant la question du logement sur les campus davantage à travers les usages que par la production. Anne Grangé, adjointe au sous-Directeur «Réussite et vie étudiante» au [Ministère de l'ESR](#), l'a fait au moyen d'une pyramide de Maslow des besoins étudiants : logement et restauration en constituent la base ; le 2^{ème} étage porte sur le besoin de sécurité (notamment financière, assurée dans cet ordre par la famille, les aides sociales et les revenus salariés) et la santé ; le 3^{ème} sur le besoin d'être reconnu et valorisé, de s'engager, et bien entendu de réussir au niveau académique et en matière d'insertion professionnelle. La situation de décohabitation est de ce point de vue déterminante, et les typologies de revenus étudiants influent sur le logement, notamment lorsque le lieu d'exercice professionnel est éloigné. S'appuyant sur les données comparatives d'[Eurostat](#), elle a rappelé que les étudiants français se singularisent par un taux plus important de logement seuls (25%), ce qui a un impact fort sur la sociabilisation.

En l'absence de Marion Serre, architecte pour la Chaire «Mutation des vies étudiantes», Stephan Adnot, sous-Directeur «Hébergement et patrimoine» au [Crous](#), a exposé la démarche engagée sur l'usage de la chambre pour l'étudiant, mais aussi des locaux communs. La chaire a nourri ses travaux par une méthode d'immersion et six ateliers. Chercheurs et designers ont ainsi créé une méthodologie pour répondre aux problématiques des [Crous](#), et se rendent désormais sur le terrain pour la mise en œuvre. Stéphane Adnot a ensuite abordé la dimension quantitative, avec un objectif de 12 000 logements nouveaux sur les 35 000 de la feuille de route gouvernementale. Il a précisé que l'enjeu pour les [Crous](#) est la mobilisation des acteurs locaux pour identifier du foncier abordable, accueillir l'ensemble des

publics et offrir des logement facteurs de réussite et d'autonomie. Soit des lieux de vie inclusifs et générateurs de lien social, avec une qualité architecturale et une conception répondant aux besoins des usagers. Il a à ce titre souligné l'importance du travail partenarial et l'intérêt des données fournies par les [OTLE](#).

En complément, Céline Vion, Directrice du service «Culture et vie de campus» du [Crous Normandie](#) a évoqué l'animation dans les résidences, pour créer un véritable habitat collectif – ce qui passe en partie par le recrutement d'étudiants référents. Elle a ajouté que la CVEC a facilité les choses et indiqué que « *faire évoluer le logement étudiant, c'est réfléchir ensemble à la vie des campus.* » Pierre Pedinielli, qui s'exprimait au nom de l'[AIRES](#), a poursuivi dans le même sens, les résidences privées ayant ou presque les mêmes publics que les [Crous](#) et connaissant des problématiques similaires. Il a rappelé les résultats d'une étude commanditée par l'[AIRES](#) auprès des résidents, qui a révélé que ces derniers passent en moyenne 5 heures par jour de temps «non essentiel» dans leur logement, et que les espaces communs sont peu utilisés. Selon lui, l'isolement des étudiants constitue une vraie problématique, tandis que la présence « *d'adultes* » sur place est essentielle.

Conclusion

Alexis Midil-Monet, administrateur national de l'[AVUF](#) délégué aux partenariats de la vie étudiante, a en premier lieu constaté que les [OTLE](#) constituent un cadre performant de dialogue pour la fabrique de la ville, de l'urbanité, la mise en relation professionnelle, la formation technique, le partage d'expériences, la création d'objectifs et la diffusion de matière au service de la décision politique. Selon lui, ce séminaire a permis d'aborder des pistes pour améliorer l'accès au logement ou accroître le parc. Pour terminer, il a appelé à discuter des rythmes, des coûts du logement mais

aussi de l'accès au logement - et de ce que cela implique dans notre perception des politiques, à la racine.

Brigitte Bariol-Mathais, Déléguée générale de la [FNAU](#) a de son côté estimé que ce séminaire a prouvé l'enracinement des [OTLE](#) dans les territoires. Indiquant que les premiers arrivaient au terme de leur labellisation, elle a annoncé que tous ont été labellisés. Deux autres appels à manifestations d'intérêt sont prévus (à la fin du mois pour l'Ile-de-France, à l'automne pour le reste du territoire). Selon elle, le principal enseignement de ce séminaire est que si le logement est facteur de réussite et d'entrée dans la vie adulte pour les étudiants, les frontières deviennent floues entre «étudiants» et «jeunes actifs», avec la question prégnante des temporalités. Elle est revenue enfin sur la décroissance à venir des effectifs étudiants, qui pose de la question de la réversibilité, et souligné que la crise du logement est européenne. ■



www.avuf.fr
www.fnau.org

Colloque annuel de l'AVUF « Recherche et Territoires »

16 et 17 octobre 2024, Poitiers

Les 16 et 17 octobre prochains se tiendra, à Poitiers, le colloque annuel de l'AVUF, dédié aux relations entre la Recherche et les Territoires. L'enseignement supérieur et la recherche constituent une ressource extraordinaire pour développer le capital humain et l'innovation territoriale pour des collectivités qui sont confrontées à des enjeux sociaux, sanitaires, écologiques...

Ce colloque, jumelé avec un colloque scientifique, stimulera les échanges d'expérience et de bonnes pratiques entre collectivités, universités, chercheurs et acteurs du tissu économique et innovant local. A cette occasion, nous proposons à nos collectivités adhérentes de mettre en valeur leurs initiatives locales sous forme de posters qui seront affichés au cours de ce colloque.

Retrouvez l'appel à communication ainsi que le pré-programme [sur notre site internet](#).

Les inscriptions seront ouvertes dans les semaines à venir. ■



www.avuf.fr



Colloque national des villes universitaires de France

[Recherche]
et territoires

AVANT
PROGRAMME

16 et 17 octobre 2024
POITIERS

en partenariat avec :

AVUF Association des Villes Universitaires de France

ville de Poitiers

GRAND POITIERS communauté urbaine

RÉSEAU C.U.R.I.E.

BANQUE des TERRITOIRES

France Universités

Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr

Université technique de Braunschweig : **un nouveau pavillon d'études**

par Pierre-Yves Ollivier

Livré en 2022, un nouveau [pavillon d'études de 1 000 mètres carrés](#) existe désormais au sein de l'[Université technique de Braunschweig](#), en Allemagne. Pour un coût de 5,2 millions d'euros, ce bâtiment a été conçu pour répondre aux enjeux académiques émergents : conférences à distance, introduction de l'intelligence artificielle dans les cursus d'apprentissage, ouverture de l'espace aux étudiants de toutes les disciplines, et complémentarité avec les autres bâtiments du campus.

Ainsi, l'université n'est plus seulement un lieu concentrant des amphithéâtres et des bibliothèques. Ce nouvel espace entend au contraire créer des interactions entre les étudiants, mais aussi avec les enseignants - comme le suggère sa structure très ouverte et transparente -, et propose ainsi un contre-modèle du transfert hiérarchique des savoirs. A cela s'ajoute des espaces encourageant l'esprit de communauté : exit les espaces clos reliés par des couloirs.

Vision architecturale...

Les architectes-concepteurs, [Gustav Düsing](#) et [Büro Max Hacke](#), ont plutôt privilégié neuf zones, avec leurs propres escaliers et entrées, et des hauteurs différentes suivant les volumes, allant de larges espaces ouverts et indéterminés au RDC jusqu'à de petits espaces individuels d'étude à l'étage supérieur, pouvant s'étendre vers les balcons extérieurs.

Des rideaux acoustiques scindent de manière temporaire et réversible les espaces, et les larges façades vitrées font entrer la lumière naturelle dans la majeure partie du bâtiment. La modularité de l'espace est rendue possible par un schéma structurel répétitif, qui

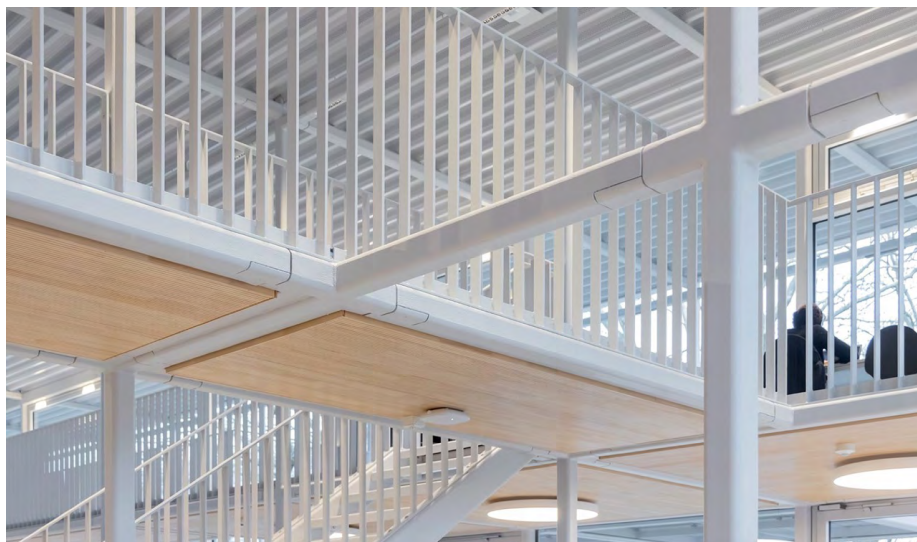
laisse la porte ouverte à tout un tas de configurations. Des planchers et des parois peuvent être ajoutés et enlevés au cours du temps, sous forme rigide (panneaux bois) ou souple (rideaux acoustiques pour les parois, tapis sur planchers ou pourquoi pas cordage à la place des planchers, accessibles ou non).

La trame structurelle 3 m x 3 m de poteaux-poutres en acier (section carrée creuse 10 cm x 10 cm) a été conçue pour être intégralement démontable et réemployable ailleurs, autrement, ce qui entre complètement dans les objectifs d'une économie circulaire. Pratiquement, les éléments sont boulonnés entre eux, et non soudés. Les réseaux

électriques passent par ailleurs dans les tubes acier. Seul un noyau central comporte des parois opaques rigides, dans lequel sont aménagés une cuisine, des toilettes, des casiers et une salle de séminaire. Le bureau d'ingénieurs-conseil [Knippers Helbig](#) s'est chargé de la conception structurale.

... et préoccupation énergétique

Malgré ses façades en verre généreuses, le projet n'est pas en reste du point de vue énergétique, avec un chauffage généré à 80% à partir d'énergies renouvelables. Alors que





les balcons et canopées sont dessinés de manière à offrir de l'ombre en été (en complément des arbres environnants et d'un rafraîchissement par géothermie), la chaleur produite par les 160 à 200 étudiants eux-mêmes et leurs ordinateurs est prise en compte dans la gestion du confort en hiver. La ventilation est naturelle, au moyen des fenêtres et d'un dôme central.

Pour toutes ces raisons, ce bâtiment a déjà reçu 4 prix, dont le prestigieux prix d'architecture contemporaine de l'Union Européenne - [Mies van der Rohe Awards](https://eumiesawards.com/heritage-object/study-pavilion-on-the-campus-of-the-technical-university-of-braunschweig-germany/) (EUMies Awards). ■



<https://eumiesawards.com/heritage-object/study-pavilion-on-the-campus-of-the-technical-university-of-braunschweig-germany/>

Crédits Photos : Leonhard Clemens, Iwan Baan, Knippers Helbig Ingenieure, Lemmart



Le Réseau vie étudiante lance une **enquête sur les métiers de la vie étudiante**

Le [Réseau Vie Étudiante](#) (RVE), qui compte à ce jour plus de 60 établissements adhérents, travaille depuis plusieurs mois sur une cartographie des métiers et des services de vie étudiante dans les établissements publics d'enseignement supérieur. Ce travail passe désormais par une enquête, destinée à tous les agents, titulaires et contractuels, des services dédiés à la vie étudiante.

En effet, depuis une dizaine d'années, de nouveaux services et métiers ont émergé dans les universités, dont les métiers de la vie étudiante - renforcés depuis 2018 par la création de la [CVEC](#) (Contribution Vie Étudiante et de Campus), puis par la mise en place des schémas directeurs de la vie étudiante, qui permettent de piloter, structurer et renforcer les missions et actions de vie étudiante dans les universités.

[Un nécessaire répertoire des métiers](#)

Cependant, des problèmes structurels persistent dans la plupart des

établissements, tels que la précarité des postes (contractuels, temps partiels, turn-over important, etc.), le manque de perspectives professionnelles pour ces métiers mal (re)connus, la diversité des champs d'actions et d'intervention... À ce jour, à l'instar des métiers de la scolarité, aucun emploi-type n'est répertorié dans le référentiel des emplois [REFERENS](#).

En cohérence avec l'évolution considérable des métiers et des champs d'action, il est apparu nécessaire pour les membres du réseau RVE de réfléchir à un référentiel métiers spécifique. La constitution de celui-ci est menée depuis de longs mois en lien avec les acteurs de la vie



étudiante : le [Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#), [France Universités](#), [l'AMUE](#) et les réseaux politiques et professionnels (VÉCU, A-DGS, A-DES, Sup DRH...).

[Une enquête d'ampleur](#)

Ainsi, le Réseau Vie Étudiante, association créée en 2014, qui regroupe et fédère les professionnels de la vie étudiante des établissements publics d'enseignement supérieur, a lancé, du lundi 6 mai au vendredi 21 juin 2024, une grande enquête à destination des professionnels de la vie étudiante de ces établissements. Son but : dresser un état des lieux des métiers (formation, compétences, rémunération, QVT, évolutions...). Cette enquête est destinée à tous les personnels exerçant dans un service ou une direction vie étudiante, de campus ou universitaire (hors SUAPS, SUAC, SSE).

Les résultats de cette enquête permettront d'établir plusieurs fiches de postes-types, pour aboutir à la création d'emplois-types dédiés. Une évolution indispensable à l'heure où la vie étudiante devient l'une des piliers de l'ESR, et un élément-phare de l'attractivité et du dynamisme des établissements. ■



<https://www.r2vieetudiante.fr/>

Transition écologique : les Crous en action

En tant qu'opérateurs chargés des conditions matérielles de vie des étudiants, les [Crous](#) ont un rôle décisif à jouer en matière de transition écologique. La part qu'ils doivent prendre dans la lutte contre le changement climatique est à l'aune de l'ampleur de leurs missions : près de 40 millions de repas étudiants servis chaque année à l'échelle nationale ; 175 000 logements et 12 500 agents.

Le [Crous de Strasbourg](#), quant à lui, a franchi un nouveau cap en adoptant fin 2023 un [schéma directeur de transition écologique 2024-2028](#). Ce document stratégique, élaboré selon une démarche participative, constitue le cadre commun à des initiatives jusqu'alors éparses, fixe des objectifs ambitieux partagés avec le conseil d'administration et pose plusieurs jalons pour les atteindre.

[Des mesures... et des résultats](#)

Les priorités découlent naturellement du bilan de gaz à effet de serre (GES) de l'établissement. Le premier poste d'émissions concerne l'approvisionnement des restaurants universitaires, et plus particulièrement les achats alimentaires ; le deuxième, les consommations énergétiques des bâtiments, les logements étudiants et restaurants. La mobilité des étudiants et des agents hors déplacements professionnels n'a pas été intégrée à ce stade au bilan : nul doute qu'il s'agit pourtant là d'un poste d'émissions important, peut-être même le plus important si l'on se fie au bilan des émissions de GES réalisé par exemple par l'[Université de Strasbourg](#), dans lequel la mobilité des étudiants et des agents constitue le premier poste d'émissions.

Suppression des contenants jetables à usage unique pour la vente à emporter en cafétéria (notamment les bouteilles plastiques contenant des boissons), montée en gamme des approvisionnements dans le cadre de la

loi Egalim, performance énergétique des bâtiments, tri des biodéchets : une partie des objectifs du schéma directeur découle directement du cadre législatif et réglementaire applicable. D'autres actions trouvent leur inspiration dans des ambitions portées à l'échelle de l'établissement, soutenues dans le cadre de la stratégie de transition écologique du réseau des Crous, comme la végétalisation des assiettes, indispensable pour atteindre les objectifs de décarbonation nationaux et internationaux.

Six mois après le lancement de la démarche, les premières mesures sont en place, et les premiers résultats sont là, en particulier dans le domaine de la restauration. La venue de Stanislas Guerini, Ministre de la [Transformation et de la fonction publiques](#), qui a choisi

le [Crous de Strasbourg](#) le 4 avril dernier pour échanger sur l'alimentation saine, durable et de qualité dans les cantines de l'Etat, en témoigne. En témoigne également l'importante baisse du taux d'émissions de GES par repas de 1,34 kg eq. CO₂ en 2023 à 1,09 kg sur les quatre premiers mois de 2024 - soit une baisse de 23%, grâce à l'introduction, depuis le 1^{er} janvier 2024, d'un jour où tous les menus proposés sont végétariens, cette alternative restant au choix des convives les autres jours. Cette évolution importante de l'offre a été accompagnée par un programme de formation renforcé des équipes de restauration à la cuisine végétarienne et végétale, avec l'appui de partenaires tels que l'association [Assiettes végétales](#). La qualité gustative et nutritionnelle des recettes constitue en effet un point décisif



crous-strasbourg.fr

dans le succès et l'adhésion de tous, étudiants et personnel, à ces changements.

Trois écueils identifiés

Quel que soit le domaine - restauration, logement, mobilité, communication et événementiel, - la réduction des impacts de l'activité du *Crous* sur l'environnement est susceptible d'achopper sur trois écueils.

Le premier est sans conteste financier : la transition écologique a un coût, et toutes les évolutions nécessaires ne sont pas, à ce jour, financées. Les projets de réhabilitation énergétique des logements *Crous* peuvent ainsi difficilement être menés à bien sans le soutien financier de l'Etat. Il en va de même de la montée en gamme de la restauration universitaire dans le cadre de la loi Egalim. L'annonce, début avril dans le cadre de la présentation du plan de transformation écologique de l'Etat, de moyens supplémentaires issus du [Fonds vert](#) pour le passage en label rouge et en bio de produits commandés par les *Crous* à hauteur de 3 millions d'euros (tels que le fromage frais, le steak haché ou encore le porc frais) vient confirmer l'importance à cet égard des aides, indispensables à l'atteinte de nos objectifs.

La deuxième difficulté concerne les leviers à disposition pour faire évoluer les comportements : la sobriété énergétique, le tri des déchets, le plat choisi dans les restaurants et cafétérias relèvent tous d'une responsabilité individuelle. Le *Crous* peut évidemment sensibiliser les étudiantes et étudiants aux éco-gestes, et leur donner les moyens d'opérer des choix de consommation éco-responsables. Il n'en reste pas moins que la prise de conscience, étape préalable à tout passage à l'acte, dépasse largement les frontières du *Crous* et embrasse la société tout entière.

Le troisième est moins un écueil qu'une condition de réussite de la démarche :

l'adhésion des agents du *Crous*, premiers ambassadeurs du schéma de transition écologique, et le partage des actions portées avec les acteurs du territoire, universités et collectivités. Une part importante des solutions est en effet nécessairement partenariale, à l'échelle des bassins de vie.

L'effort d'investissement conséquent du *Crous* et les changements des habitudes de travail de ses agents devront trouver un prolongement dans l'évolution des modes de vie et de consommation des usagers, aux premiers rangs desquels les étudiantes et

étudiants. C'est tout le sens de la mission si importante d'accompagnement des étudiants portée par les *Crous*, qui se décline avec les enjeux de transition écologique dans un nouveau champ. ■



<https://www.crous-strasbourg.fr/>

Sophie Roussel, Directrice générale du Crous de Strasbourg



Fondation SMERRA : un projet lauréat et **9 finalistes pour l'Agitateur !**

Pour la sixième édition de son appel à projets l'Agitateur, la Fondation [SMERRA](#) dévoilé les neuf projets finalistes, répartis dans trois catégories : Amélioration de la santé et/ou vie étudiante, Initiative solidaire et citoyenne et Grande cause nationale 2024 / activité physique et sportive.

Appel à projets national, ouvert à tous (étudiants, lycéens, enseignants, associations), le concours [l'Agitateur](#) vise à soutenir les initiatives améliorant la vie étudiante, en récompensant des projets à but non lucratif, destinés à être mis en place sur le territoire français, à travers trois dotations de 4 000 euros chacune - soit une enveloppe globale de 12 000 euros. Les finales s'étant déroulées en visio-conférence en mai dernier, la Fondation SMERRA dévoile en exclusivité les premières photos de la remise du chèque au premier projet lauréat.

Catégorie « amélioration de la santé et/ou vie étudiante »

- ◆ [RévélatHeur](#) est un projet porté par l'association [Emploi & Handicap Grand Lille](#) visant à accompagner les étudiants en situation de handicap et/en fragilité psychologique dans leur insertion professionnelle (stage, premier emploi,

alternance...) :

- ◆ [L'Espace Parenthèse](#) a pour objectif de créer un lieu d'écoute active et de décompression au sein du [Lycée professionnel agricole de Rochefort-Montagne](#) (Puy-de-Dôme), à destination des étudiants de l'établissement ;
- ◆ [Les journées et séjours de rédaction](#) permettent de soutenir les jeunes chercheurs et étudiants en Master dans la rédaction d'une thèse ou d'un mémoire. Ces journées sont organisées par l'association [La ParenThèse Occitanie](#).

Catégorie « initiative Solidaire et Citoyenne »

- ◆ [Délivraide](#) distribue via une plateforme en ligne des kits alimentaires et hygiéniques aux étudiants. Ce projet, porté par l'association [Équipe Solidaire](#), a été sélectionné par les internautes, à l'occasion de la semaine de votes, en obtenant 1 449 votes lui permettant d'être qualifié pour la finale ;
- ◆ [Dé/Zoom Festival](#) est une journée

L'AGITATEUR BOOSTEUR D'INITIATIVES ÉTUDIANTES

dédiée au journalisme, à l'audiovisuel et à la sensibilisation du rapport à l'information organisée par l'association étudiante nantaise [Vlipp](#) ;

- ◆ [Ateliers cuisine et repas gratuits](#) a pour objectif de sensibiliser les étudiants à une alimentation saine, à travers des ateliers et repas végétarien, anti-gaspi et gratuits près de La Rochelle, proposés par l'association [Les Héritiers de la Récup](#).

Catégorie « Grande cause nationale 2024 : promotion de l'activité physique et sportive »

- ◆ [Nightline Run Paris](#) est un événement sportif et solidaire en faveur de la santé mentale des jeunes et étudiants, organisé par l'association [Nightline](#) qui agit à travers diverses actions, notamment via un service d'écoute pour améliorer la santé mentale ;
- ◆ [Run My UPVD](#) est une course solidaire pour récolter des fonds au profit des étudiants en situation de handicap, organisée par la Fondation de l'[Université de Perpignan UPVD](#) ;
- ◆ [Sport pour Tous](#) est un ensemble d'événements sportifs organisés par la [Fédération Sportive des Ecoles d'Architecture](#) dont la mission est de cultiver le bien être dans les écoles d'architecture.

Dans l'attente des résultats, la Fondation SMERRA invite les lecteurs à soutenir ces projets en contribuant financièrement et/ou en [faisant connaître ces initiatives](#). ■



<https://lagitateur.fondationsmerra.org/>

Premier lauréat de cette sixième édition : **Espace Parenthèse** !

Avec la complicité de Laure Garnier, Conseillère Principale d'Education du Lycée agricole Rochefort Montagne, Justine Crabouillet, administratrice de la Fondation et Daniella Zadi, Présidente de la SMERRA (toutes deux membres du jury de *L'Agitateur*) ont surpris les étudiants responsables du projet *Espace Parenthèse* en se rendant dans leur établissement pour annoncer leur victoire dans la catégorie « amélioration de la santé et/ou de la vie étudiante » et leur remettre une dotation de 4 000 euros.

Quelques semaines auparavant, Marine et Thibaut, élèves en deuxième année de BTS Agricole, spécialité « gestion et protection de la nature », défendaient leur initiative co-créée avec le *Groupe de Prévention contre le Décrochage scolaire (GPDS)* lors d'une finale en visioconférence. Convaincu par ce projet implanté en milieu rural, le jury a désigné *Espace Parenthèse* comme lauréat de sa catégorie. La dotation reçue permettra de fournir une formation complémentaire aux accueillants et de financer le mobilier de la salle mise à disposition des étudiants.

S'adressant aux élèves du BTS « gestion et protection de la nature » réunis à l'occasion de leur dernier jour d'études dans l'établissement, Bertrand Bossuel, proviseur, a souligné l'importance de la somme : « Nous montons avec le personnel des projets pour obtenir 1 000, 1 500 euros et nous sommes contents. Obtenir 4 000 euros, c'est assez

incroyable pour un projet que vous avez monté et soutenu, il faut prendre conscience de la valeur. » Laure Garnier, CPE, a ajouté : « Ce projet s'inscrit dans l'intérêt général puisqu'il s'adresse aux futurs élèves du lycée agricole. »

Dominique Jarlier, Maire de Rochefort-Montagne (890 habitants) présent pour l'occasion, s'est dit « très agréablement surpris, ce projet est séduisant, le financement obtenu va au-delà de l'échange et de la relation que cela peut créer : il permet d'avoir recours à un professionnel, c'est donc un super projet ! » Marine et Thibaut ont à leur tour partagé leur satisfaction : « La dotation va permettre d'aider au financement de la formation du personnel à l'écoute active pour apporter un support d'écoute pour les lycéens et les étudiants, la venue d'une psychologue dans l'établissement tous les quinze jours ainsi que l'équipement de la salle, avec du matériel dédié. »

Les membres du jury présents ont également fait part de leur enthousiasme, comme Daniella Zadi : « Ce projet m'a personnellement touchée, parce que cet aspect de lycée à taille humaine, de collectif où le personnel, les enseignants et les étudiants sont mobilisés pour leur bien-être est un élément qui m'a beaucoup parlé. Je suis très heureuse de remettre ce prix. » ■



Génération Charlie : une association **mobilisée en direction des jeunes**

Fondée au début de l'année, l'association Génération Charlie est présidée par le jeune journaliste Martin Lom, qui l'a fondée. Son objectif ? « Promouvoir par tous les moyens à sa disposition les valeurs et l'héritage culturel et intellectuel du journal Charlie Hebdo. » Rencontre avec un jeune homme très impliqué.

GÉNÉRATION CHARLIE
ASSOCIATION DE JEUNESSE, LAÏQUE ET IRRRESPONSABLE.

Vous êtes à l'initiative de la création de Génération Charlie. Quelles ont été vos motivations pour cet engagement, et quelles sont vos relations avec le journal Charlie Hebdo ?

Pour moi, tout a commencé lorsque j'ai eu l'opportunité de réaliser un stage au sein de la rédaction de l'hebdomadaire, lors de l'été 2023. En discutant avec Riss, son directeur de la rédaction, et le reste de l'équipe, nous avons fait le triste constat d'une fracture entre une partie de la jeunesse et certains des principes portés par le journal, comme la laïcité. Moi-même étudiant, je savais également que la question de Charlie Hebdo pouvait aussi constituer une corde sensible dans les débats qui occupent la génération étudiante d'aujourd'hui. Beaucoup d'entre eux découvrent le journal par le biais des polémiques montées sur les réseaux sociaux, et cela nuit énormément à la sérénité des dialogues que nous aimerions avoir. J'insiste : il n'existe pas de jeunesse uniforme ; la jeunesse est plurielle, et il ne s'agit certainement pas ici de caricaturer cette génération à laquelle nous appartenons. En revanche, nous estimons qu'il est essentiel de cerner ces problématiques réelles et d'essayer d'y remédier. C'est pourquoi l'idée de créer un réseau de jeunesse nous est venue, à moi et à un groupe de jeunes répartis aux quatre coins de la France. La rédaction de Charlie Hebdo est pleinement impliquée dans le projet, et se mobilise à chaque grand rendez-vous.



Martin LOM, journaliste, fondateur de Génération Charlie

Vous souhaitez organiser des conférences autour des valeurs de Charlie Hebdo, à destination des jeunes : à quels besoins souhaitez-vous répondre ? Quelles thématiques souhaitez-vous aborder ?

Notre premier axe de travail au sein de l'association s'est effectivement porté sur l'organisation de conférences au sein des universités et écoles partout en France. Le premier but de ces grands rendez-vous est de casser la barrière entre la rédaction du journal et les étudiants, de briser un mythe. Les jeunes, qui viennent nombreux, nous expliquent souvent être guidés par leur curiosité. On le sait, depuis l'attentat du 7 janvier 2015, le journal s'est souvent retrouvé au cœur de l'actualité et a engendré de nombreux débats au sein de la société et de la jeunesse. Les étudiants sont

curieux de savoir comment on fait un journal comme Charlie Hebdo, quelle est la ligne éditoriale qui guide ses journalistes et dessinateurs. Certains sont souvent étonnés d'apprendre que Charlie n'est pas seulement un journal de dessinateurs, et qu'il contient aussi de nombreux articles. Lors de nos déplacements, nous embarquons également avec nous des exemplaires du journal, pour que les étudiants puissent les feuilleter et voir, au-delà des Unes et dessins largement commentés sur les réseaux sociaux, ce qu'est concrètement Charlie Hebdo. La curiosité des étudiants se porte aussi sur les conditions dans lesquelles le journal continue de vivre après un événement aussi traumatique que l'attentat perpétré il y a bientôt dix ans. Sécurité des journalistes, gestion de la peur : aucune question n'est évitée. Le second objectif de ces rencontres est d'inviter des jeunes à rejoindre l'association Génération Charlie. L'idée est de pouvoir, une fois la rédaction partie, animer des temps de débat et des ateliers au niveau local et à échéances régulières sur les thématiques propres au journal : laïcité, écologie, liberté d'expression, entre autres.

Quel est premier bilan tirez-vous de cet engagement ? Qui vous sollicite pour l'organisation de ces conférences ?

Le bilan de ce premier semestre d'activité est positif. Nous avons pu organiser six conférences, à Lille, Toulouse, Rouen, Strasbourg, ou encore Nantes.

Au total, en l'espace de cinq mois, ce sont plus de 2 000 jeunes qui ont eu l'opportunité de rencontrer l'équipe de *Charlie Hebdo*, par l'intermédiaire de *Génération Charlie*. Parmi eux, certains nous ont rejoint, d'autres nous ont découvert sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, nous comptons une cinquantaine de membres - principalement des étudiants mais aussi quelques jeunes actifs. Nous sommes d'ores et déjà sollicités par des directions et présidences d'universités et des associations étudiantes, pour venir à leur rencontre. Nous sommes mobilisés pour pouvoir répondre favorablement à l'ensemble des demandes qui nous sont soumises. À l'approche des dix ans de l'attentat qui a touché la rédaction en janvier 2015, l'enjeu est crucial : expliquer aux jeunes les combats des journalistes et dessinateurs qui la composent. ■



<https://www.helloasso.com/associations/generation-charlie>



LOGIFAC : 2 nouvelles résidences étudiantes à Villeneuve d'Ascq

LOGIFAC, exploitant de résidences pour étudiants annonce la gestion de deux nouvelles résidences à Villeneuve d'Ascq dont l'ouverture est prévue pour la rentrée 2024. Zoom sur ces 2 établissements offrant 422 nouvelles solutions de logements à destination des étudiants et jeunes actifs dans la Métropole de Lille.



LOGEMENTS D'ÉTUDIANTS EN RÉUSSITE

Résidence

« Époux Labrousse »

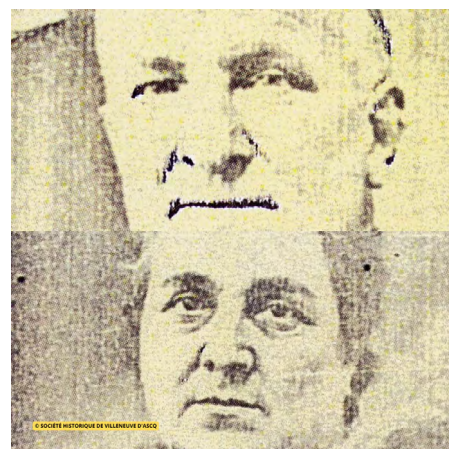


En partenariat avec Bouygues Immobilier, la résidence Époux Labrousse, située dans la rue éponyme, proposera 196 studios T1 et T2 de 18 m² à 29 m². Proche des arrêts de bus et TER, avec une station au pied de la résidence, elle offre une liaison directe vers les écoles et universités. De nombreux services seront disponibles pour les locataires, tels qu'un accueil, un espace de coworking, un local à vélos et une laverie. De plus, l'accès internet sera inclus dans le loyer.

au T2 de 18 à 24m². Répondant aux attentes des étudiants, la résidence sera située à proximité de différentes écoles et universités. Accessible en moins de cinq minutes à pied elle sera desservie par les bus. Conscient de l'importance du cadre de vie pour les locataires, ils pourront bénéficier d'une salle de détente, d'un espace coworking, d'un baby-foot ou encore d'un local à vélos ainsi qu'un accès à internet inclus dans le loyer.

Un hommage aux résistants français

À l'occasion du 80ème anniversaire de la Libération, LOGIFAC a souhaité rendre hommage aux résistants français. En choisissant de baptiser le lieu de vie des étudiants en hommage à ces figures de notre liberté, au-delà de perpétuer leurs noms et héroïsmes dans nos mémoires, LOGIFAC souhaite rappeler aux résidents que leur jeune âge n'est en rien une limite à leur engagement, à leur capacité de faire la différence, à leur faculté de résistance face à l'adversité.



La seconde résidence porte le nom de « **Daniel Cordier** », Compagnon de la Libération décédé en 2020, pour honorer son engagement dans la Résistance. Âgé de seulement 19 ans il partait à Londres rejoindre le Général de Gaulle. Après une formation militaire, il fut parachuté en France, où il devint secrétaire de Jean Moulin chargé d'unifier la Résistance intérieure. ■



<https://www.logifac.fr/>

Résidence

« Daniel Cordier »



En collaboration avec le promoteur Quartus, la résidence Daniel Cordier proposera 226 logements allant du T1

La première résidence, nommée « Époux Labrousse », honore la mémoire de **Paul et Madeleine Labrousse**, un couple de résistants d'Annappes (aujourd'hui Villeneuve d'Ascq). Durant la Seconde Guerre mondiale, ils possédaient un garage automobile où ils apportaient leur aide aux soldats alliés évadés (nourriture, cachette, hébergement, couverture ...). Dénoncés et arrêtés, ils furent internés, séparés, puis déportés en Allemagne, où ils périrent en 1944.



PlanetCampus est désormais en service à la Réunion

Après les Antilles et la Guyane, [PlanetCampus](#) de [Wifirst](#) arrive sur l'ensemble des résidences et espaces de restauration du site de La Réunion du [Crous de la Réunion et de Mayotte](#).



PlanetCampus, c'est la réponse à un enjeu fort d'accès au numérique, avec un internet et une bande passante de qualité pour tous les résidents du Crous dans les chambres et vingt-trois espaces communs des quatre campus de l'île de La Réunion.

Côté projet, cela représente aussi cinq arrivées WAN et plus de 1 370 lots répartis sur quatre hotspots couverts en 5 mois. Pierre-Olivier Sempere, Direc-

teur Général du Crous de la Réunion et de Mayotte, déclare : « Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des étudiants, le Crous de La Réunion et de Mayotte est en mesure de proposer dans l'ensemble de ses sites de La Réunion un service Wifi de qualité, avec le service PlanetCampus. »

« Les personnels du Crous, poursuit-il, se sont mobilisés pour améliorer les prestations offertes aux étudiants

dans nos résidences de la Réunion ainsi que dans nos espaces de restauration et nos espaces communs. Nous sommes fiers de pouvoir réduire la fracture numérique, à coût modique pour nos étudiants pour tous leurs usages numériques - qu'ils soient pédagogiques, administratif, ou de loisir. Ce nouveau service, très attendu par nos résidents, est opérationnel depuis avril 2024, et le fruit du travail de notre prestataire Wifirst, conjointement avec nos équipes. »





La réponse aux attentes du Crous pour les étudiants

Le label *PlanetCampus* s'inscrit dans la démarche globale des Crous, visant à favoriser l'amélioration des conditions de vie des étudiants, pour leur garantir les meilleures chances de réussite. Et l'accès à une connexion Internet très performante est devenue une condition nécessaire à la réussite de ses études.

Avec la solution de *Wifirst*, chaque étudiant dispose d'un socle technologique lui permettant de profiter d'une expérience de connexion et de débits conformes aux usages d'aujourd'hui, et adaptés à ceux de demain :

- ◆ Augmentation significative des débits ;

- ◆ Généralisation de la fibre optique sur toutes les résidences ;
- ◆ Mise en place du Wifi privé «comme à la maison» pour les résidents, afin d'enrichir l'expérience de connexion ;
- ◆ Libération du nombre de terminaux connectables simultanément (illimité) ;
- ◆ Ouverture du réseau aux étudiants non-résidents ;
- ◆ Ouverture du réseau à l'écosystème *IoT* ;
- ◆ Nouveau *Wifirst Center*, plus ergonomique et enrichi de très nombreuses fonctionnalités ;
- ◆ Service Client omni-canal (Chat, messenger, twitter, téléphonie, email).

« Notre histoire avec le Crous est une véritable source d'inspiration et de réflexion pour les équipes en interne,

précise Eloïse Brisson, responsable du pôle Comptes stratégiques chez Wifirst, qui *développent des solutions toujours plus innovantes pour répondre à la demande des étudiants, particulièrement exigeants en niveau et qualité de service.* » ■



<https://www.wifirst.com/>



n°169

29/04/2024

Sommaire

■ Pages 4 à 9 : L'impact des grandes transitions sur la professionnalisation des étudiants ■ Page 10 : Zoom sur la Fresque de la santé mentale®, créée et déployée par Nightline ■ Pages 11 à 13 : Patrimoine immobilier des universités : la dévolution permanente ■ Pages 14/15 : A Strasbourg les 15 et 16 mai : «Bloc local» et engagements étudiants ■ Pages 16/17 : Afev : ce que les étudiants engagés peuvent apporter aux territoires ■ Pages 18/19 : Recherche-action pour une maintenance du quotidien dans les résidences universitaires ■ Pages 20/21 : TWENTY CAMPUS, des résidences dans toute la France ■ Page 22/23 : La SMERRA aux côtés des établissements



édi
Top de
logem



Retrouvez toutes les archives

www.universites-territoires.fr



Nexity Studéa,
adhérent de l'Aires

Comment *Nexity Studéa* répond aux **besoins des collectivités locales ?**

[Nexity Studéa](#), l'acteur de référence de logements pour étudiants et jeunes actifs, exploite 125 résidences pour étudiants dans plus de 50 villes en France. Pascal Pedoux est le Président de cette filiale de [Nexity](#) qui exploite 16 000 logements. Il explique à Universités & Territoires quelles relations l'entreprise a développées avec les villes, et comment elle « répond idéalement » à leur besoin de logements, en apportant une solution « sur mesure » à leurs besoins.

« Un travail permanent de notre cahier des charges, explique Pascal Pedoux, permet à notre filiale de proposer plusieurs types de résidences : des résidences classiques (à partir de 100 logements) et des résidences dites « cadettes » (petites résidences en cœur de ville, avec moins de 70 logements. » Par ailleurs, poursuit-il, « nous avons la capacité de développer des résidences avec d'autres typologies de clientèles pour créer des synergies. » Ainsi, « en 2023, nous avons ouvert une résidence mixte avec [Domitys](#) (résidences pour seniors), ainsi qu'une résidence avec une pension de famille de 25 logements. » Enfin, « concernant les gammes de logements, nous proposons du logement classique (du studio au T2), du loge-

ment premium (adapté à une clientèle de jeunes actifs) et des colocations. »

[Adaptation aux usages / inscription dans la durée](#)

Toujours selon Pascal Pedoux, « notre concept a été pensé par ses occupants. En effet, nous avons confié à des locataires étudiants, futurs designers, la conception de nos espaces communs. Notre cahier des charges propose des espaces personnalisés qui répondent à chaque usage (espace bibliothèque, salle ludique, salle de sport, salle de projection, cuisine partagée, espace de travail, salle de détente, rooftop...).



Pascal PEDOUX, Président de Nexity
studéa

Par ailleurs, Nexity Studéa a opté pour une inscription dans la durée au sein

des territoires, avec des plans de rénovation ambitieux. Dans les faits, « mis en place en 2019, le plan de rénovation de nos espaces communs touche à sa fin, avec la quasi-totalité rénovée à la fin de l'année 2024. Ce sont également 2 600 logements qui auront été rénovés. » Avec un parc « composé de résidences ayant parfois plus de vingt ans d'ancienneté » et souhaitant « conserver nos implantations privilégiées en cœur de ville », ce vaste programme de rénovation était « incontournable pour notre entreprise. » Qui plus est, « la pérennité de nos résidences constitue une opportunité pour les villes avec lesquelles nous créons

une véritable relation durable. »

Enfin, en parallèle de ce programme de rénovation, « notre développement continue. A la prochaine rentrée, nous ouvrons trois nouvelles résidences en Ile-de-France » : à Clichy (196 logements), à Chevilly-Larue (138 logements) et à Ivry-sur-Seine (142 logements.)

Une solution dédiée aux jeunes des villes

Le Président de Nexity Studéa poursuit : « Les jeunes sont globalement confrontés à de nombreuses difficultés

(santé, budget, emploi...). Ayant pleinement conscience de ces enjeux, les villes portent une attention particulière à cette cible, et restent à l'écoute des actions qui peuvent être menées en leur faveur. » Sa filiale, « ayant cette problématique commune avec les villes, et afin d'y répondre en partie, a déployé en 2021 un dispositif sociétal autour de trois axes : l'employabilité, la solidarité et la prévention. »

Ce concept « s'ouvre au plus grand nombre, à nos locataires, mais également à tous les jeunes de la ville. » Ainsi, sur le terrain de l'employabilité, « nous avons mis en place Les [soirées de l'emploi](#) au sein de résidences Studéa. L'occasion pour ces jeunes de rencontrer de très grandes entreprises nationales et locales. Ces événements ont permis la participation et la rencontre de près de 556 jeunes. Le dispositif sera amené à être déployé au sein d'autres grandes villes en France ; certaines sont déjà à l'étude à la suite de demandes entrantes d'élus et de collectivités. »

Concernant la solidarité, « nous accompagnons l'[association L'équipage solidaire](#) dans son déploiement au sein de grandes métropoles, avec la [Fondation Nexity](#). L'objectif est de proposer aux jeunes dans le besoin un kit gratuit contenant des biens de première nécessité et de bénéficier de paniers repas gratuits. » Lancé en 2021 à Paris, ce partenariat s'est élargi en 2022 aux villes de Toulouse et Grenoble. Puis en 2023 aux villes de Strasbourg, Montpellier, Lyon, Marseille, Rennes, Nantes, Rouen et Bordeaux. Dernier point, enfin : l'axe prévention. « Déjà au cœur de nos préoccupations, conclut Pascal Pedoux, cette thématique a été déployée grâce à deux partenariats forts : l'un axé autour de la santé mentale et le second autour de la scolarité. » ■



<https://www.nexity-studea.com>

Social Demain : une révolution silencieuse

Dans l'atmosphère asphyxiante du présent, où le dialogue social semble figé dans une perpétuelle stagnation, Social Demain s'élève comme une bouffée d'oxygène. Créé en 2019, ce dispositif audacieux vise à refaçonner le paysage social français en puisant son énergie dans une génération de moins de 35 ans, prête à renverser les conventions établies.



La création de Social Demain n'est pas née du hasard. Philippe Campinchi et Denis Maillard, observateurs aiguisés des tumultes sociaux, ont perçu l'urgence d'une transformation. À travers leur cabinet d'intelligence collective, Temps Commun, ils ont discerné les fractures béantes des relations sociales françaises, exacerbées par le mouvement des Gilets Jaunes et l'irrésistible montée de la question environnementale. Ces crises, tel un miroir, ont révélé les aspirations profondes et les colères sourdes d'une génération désillusionnée mais résolue à agir.

Objectifs et méthodologie

Social Demain s'érige en réponse à cette nécessité de renouvellement. Son ambition est de rassembler des jeunes acteurs du changement, issus de divers horizons, pour qu'ils puissent échanger, se former et innover ensemble. Chaque année, une promotion de 50 jeunes est sélectionnée pour suivre un parcours individualisé, rythmé par des ateliers de co-réflexion, des rencontres avec des experts et des moments de partage d'expériences. Ce programme se décompose en plusieurs étapes clés :

1. Cartographie des jeunes acteurs : Un vaste recensement initial permet de dresser une carte des jeunes talents. Suivent alors des évaluations et des entretiens qui sélectionnent

les 50 membres de la nouvelle promotion. «Nous cherchons des profils diversifiés, capables de porter un regard neuf sur les problématiques sociales actuelles», déclarent Philippe Campinchi et Denis Maillard.

2. Formation et échanges : Les membres de la promotion participent à divers ateliers et rencontres, bénéficiant ainsi d'un parcours de formation unique et enrichissant.
3. Publications et valorisation : Les travaux des participants sont publiés et valorisés à travers différents partenariats médiatiques et événements.

Des rapports d'étonnement inédits

Les rapports d'étonnement, véritables miroirs de l'âme collective des participants, constituent une part essentielle de Social Demain. Ils offrent une mosaïque de réflexions et de découvertes, témoignant de la richesse des expériences vécues. Voici quelques extraits et thèmes issus des rapports des promotions précédentes :

En promotion

Cette section abrite des textes personnels, souvent empreints d'une sen-

sibilité à fleur de peau. Antonin Valls s'y penche sur les tensions entre questions sociales et environnementales, tandis que Floriane Maillot explore le fragile équilibre entre maternité et convictions sociétales. Jama Lachkar, quant à elle, compare les perspectives de jeunes Français venus de divers horizons.

L'engagement, entre sens et confiance

Dans cette partie, les participants scrutent la quête de sens au travail et dans la vie personnelle, ainsi que les concepts de confiance et méfiance. Des jeunes issus du monde associatif, des ressources humaines et du dialogue social livrent leurs pensées sur ces dynamiques cruciales.

Vieilles questions, nouveaux enjeux

Les problématiques anciennes revisitées à la lumière des réalités contemporaines constituent le cœur de cette section. Discussions sur le syndicalisme moderne, la ruralité et l'égalité hommes-femmes abondent. Sofia Kriem aborde la question épineuse du congé menstruel, tandis qu'E. Bernasse examine l'uberisation sous l'angle des liens de subordination salariale.

L'entreprise, un terrain de jeu social

Le dernier chapitre des rapports éclaire le rôle de l'entreprise dans les nouvelles

dynamiques sociales. Antoine Amiel, Président fondateur de Learn Assembly, illustre les défis des « cols gris » à travers une mini-fiction. Parallèlement, Yan-Maël Larher et Laura Squarcioni plaident pour une intégration réfléchie des chercheurs universitaires dans les décisions entrepreneuriales.

Inscriptions pour la 6^{ème} Promotion

Les inscriptions pour la 6^{ème} promotion de 2025 sont ouvertes dès au-

jourd'hui et se clôtureront le 15 octobre 2024. Ce programme offre une opportunité unique aux jeunes désireux de s'investir dans les enjeux sociaux de demain. Pour plus d'informations et pour vous inscrire, rendez-vous sur le site officiel de Social Demain.

En cinq ans, Social Demain a su se faire une place de choix dans le paysage social français, devenant un laboratoire d'idées et d'initiatives pour une nouvelle génération d'acteurs du changement. Si vous avez moins de 35 ans et une passion pour les questions

sociales, ce programme pourrait bien être la plateforme idéale pour faire entendre votre voix et contribuer à façonner le futur des relations sociales. ■



www.socialdemain.fr

Citation Directe : Le Faux Procès de «Social Demain»

Le 20 juin 2024, l'amphithéâtre Richelieu de La Sorbonne a été le théâtre d'un événement exceptionnel intitulé «Citation Directe». Cet événement a pris la forme d'un faux procès où le dispositif innovant a été mis en accusation de manière humoristique mais réfléchie.

Le Social en Procès

Sous le thème "Le Social en procès ; Social Demain à la barre", ce procès fictif a permis de débattre des enjeux sociaux actuels et de l'impact de Social Demain, un dispositif qui permet chaque année à 50 jeunes de moins de 35 ans de réfléchir aux grandes questions sociales. Voici les points principaux abordés lors de cette soirée :

Les Parties en Présence

- Accusé : Social Demain.
- Malfaiteurs : Philippe Campinchi et Denis Maillard, co-fondateurs de Social Demain.
- Chefs d'accusation :

1. Propager un entre-soi élitiste.
2. Entretenir une illusion lyrique du social.
3. Perpétrer une discrimination liée à l'âge.

Les Intervenants

Les débats ont été présidés par Ariane Dupont Kieffer, vice-Présidente en charge de la RSU pour l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. La soirée a également réuni de nombreux intervenants de renom :

Témoin général : Julien Damon, sociologue.

Procureur : Thierry Keller, essayiste.



Avocate de la Défense : Anne-Sophie Moreau, Directrice de la rédaction de Philonomist et rédactrice en chef de Philosophie magazine.

Témoins de la Défense :

- Laurent Berger, ancien Secrétaire général de la CFDT.
- Philippe Martinez, ancien Secrétaire général de la CGT.
- Claire Thoury, Présidente du Mouvement associatif.

Témoins de l'Accusation :

- Rachid Brihi, avocat
- Anousheh Karvar, déléguée du gouvernement français auprès de l'OIT.

Le Déroulement de la Soirée

La mise en scène de ce faux procès a permis d'aborder avec humour et profondeur les défis et critiques auxquels fait face Social Demain. L'accusation a soulevé des points sur l'élitisme, l'illusion du social et la discrimination liée à l'âge, tandis que la défense a mis en avant les apports et les réussites du dispositif.

Les témoignages des intervenants ont offert des perspectives variées et enrichissantes, suscitant une réflexion collective sur la place et l'évolution du social en 2024. Le public, attentif et réactif, a participé activement aux débats, rendant l'événement encore plus dynamique et interactif.

Conclusion du Procès

Au terme de ce faux procès, le jury, composé de membres tirés au sort, a décidé d'acquitter Social Demain de deux chefs d'inculpation, tout en le condamnant à créer un nouveau dispositif d'éducation populaire intergénérationnel, le Ciné Social Club. Cette nouvelle initiative vise à poursuivre le dialogue et la réflexion sur les enjeux sociaux avec un public encore plus large et diversifié.

Remerciements

Nous tenons à remercier l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, et particulièrement Ariane Dupont Kieffer, pour son soutien et pour avoir mis à notre

disposition l'amphithéâtre Richelieu. Cet événement n'aurait pas pu avoir lieu sans leur précieuse collaboration.

Nous espérons que cette soirée a apporté des éclairages nouveaux et suscité des questionnements enrichissants. Social Demain continue grâce à votre engagement et à votre intérêt.

Les inscriptions pour la 6ème promotion de 2025 sont désormais ouvertes jusqu'au 15 octobre 2024. Nous vous invitons à en parler autour de vous et à encourager les jeunes de moins de 35 ans à rejoindre cette aventure ■



www.socialdemain.fr

